
63ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Amzina DAOUSSA DEBY,

Bastien POULIQUEN, Elina RIBEIRO DA COSTA,

Julien DEBIDOUR LAZZARINI, Lucie SCARNIERE,

Martha RAFFAELLI, Melwan ELAKAD et Sami Sudici BELHADJ-SALAH



63ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. Le Conseil de sécurité condamne l'offensive du M23 en RDC
- 1.2. Au Soudan du Sud, des affrontements ravivent les tensions dans le nord du pays



2. Amérique

- 2.1. Démission du chef d'état major de l'Armée américaine
- 2.2. La CPAC a rassemblé des personnalités d'extrême droite du monde entier



3. Asie

- 3.1. Un nouveau partenariat entre les îles Cook et la Chine déplaît à la Nouvelle Zélande
- 3.2. Porte avions : La Chine viserait la parité avec les Etats-Unis d'ici 2049



4. Europe

- 4.1. Ukraine : Le revirement américain fracture le bloc occidental
- 4.2. L'opération Steadfast Dart 2025 : l'exercice réussi de l'OTAN



5. Focus

- 5.1. Déstabilisation de l'industrie de défense : le contre-espionnage militaire avertit





1.1. Le Conseil de sécurité condamne l'offensive du M23 en RDC

Depuis janvier 2025, la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ne cesse de se dégrader, alors que le mouvement rebelle M23 intensifie ses offensives dans le Nord et Sud Kivu. Face à cette escalade, le Conseil de sécurité de l'ONU, agissant sous le Chapitre VII de la Charte, a adopté à l'unanimité la résolution 2773 (2025) le 21 février.

Ce texte ferme, condamne l'offensive du M23 et exige que le groupe cesse immédiatement les hostilités, se retire des territoires occupés et démantèle les administrations parallèles illégitimes mises en place dans la région.

Par ailleurs, la résolution appelle expressément à ce que les Forces de défense du Rwanda (FDR) mettent fin à leur soutien militaire au M23 et se retirent du territoire congolais sans conditions préalables. Ce point a été largement débattu, certains membres du Conseil soulignant que l'implication rwandaise constitue un facteur clé de la déstabilisation. En outre, le texte déplore le soutien apporté par certaines forces congolaises à des groupes armés, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), et insiste sur la nécessité de neutraliser ces entités pour restaurer la paix.

Le Conseil a également exigé que toutes les parties facilitent un accès humanitaire immédiat et inconditionnel aux populations vulnérables, tout en appelant à la réouverture de corridors temporaires dans les provinces du Nord et Sud Kivu. Cette résolution, rédigée sous l'impulsion de la France, envoie un message clair : il n'existe aucune solution militaire à ce conflit. À cet égard, les initiatives régionales de médiation et les efforts de stabilisation de la MONUSCO demeurent essentiels pour ramener Kinshasa et Kigali à la table des négociations, dans le but d'aboutir à une résolution durable de la crise.



Par Amzina DAOUSSA DEBY

Sources:

- France 24 : "United Nations Security Council demands Rwanda withdraw troops from Congo", 2025 ;
- Jordan Times : "Ugandan, DR Congo troops secure eastern Congolese city Bunia - minister", 2025 ;
- ReliefWeb : "Security Council strongly condemns ongoing offensives by M23 rebel movement in eastern Democratic Republic of the Congo, unanimously adopting resolution 2773", 2025 ;
- UN News : "Security Council Strongly Condemns Ongoing Offensives by M23 Rebel Movement in Eastern Democratic Republic of the Congo", 2025.





1.2. Au Soudan du Sud, des affrontements ravivent les tensions dans le nord du pays

Ces 14 et 15 février, de violents affrontements, opposant l'armée gouvernementale sud soudanaise et des groupes de jeunes armés, ont frappé l'Etat du Haut-Nil, au nord du Soudan du Sud.

Ces affrontements, qui ont coûté la vie à plusieurs civils et blessé un casque bleu, illustrent de fait les tensions persistantes qui minent le pays depuis son indépendance en 2011.



Dans un contexte de rivalités politico-ethniques particulièrement ancrées dans le pays, les affrontements ont opposé l'armée sud-soudanaise (SSPDF) et des groupes de jeunes combattants dans le comté du Nasir, une subdivision de l'Etat du Haut-Nil où la méfiance envers le gouvernement persiste.

Par ailleurs, au-delà de cette opposition locale, ces affrontements traduisent un conflit plus large entre le président actuel Salva Kiir et son rival de longue date, Riek Machar, chef du Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (SPLA/IO). Selon la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (Minuss), des affrontements ont eu lieu dans d'autres régions du pays, notamment en Equatoria occidentale, entre l'armée nationale et les forces d'opposition, encore loyales au Vice-président Riek Machar. Ainsi, malgré l'accord de paix signé en 2018, mettant fin à la guerre civile (2013-2018), opposant l'armée gouvernementale aux forces de Riek Machar, ainsi que le partage du pouvoir, respectivement aux postes de Président et de Vice-président, les tensions restent vives. Dans le Haut-Nil, où la majorité de la population appartient au groupe ethnique Nuer, lié à Machar, le déploiement récent de troupes gouvernementales et de milices alliées a renforcé les craintes d'une répression ciblée.

La communauté internationale exhorte quant à elle les parties à privilégier le dialogue et à mettre en place des solutions durables pour éviter une nouvelle crise humanitaire.

Par Martha RAFFAELLI

Sources:

- ONU Info : "Soudan du Sud : l'ONU préoccupée par des affrontements armés", 18/02/2025 ;

- Le Monde : "Soudan du Sud : craintes d'une « violence généralisée » dans le nord du pays", 28/02/2025.





2.1. Démission du chef d'état major de l'Armée américaine

Le vendredi 21 février 2025, le président américain Donald Trump a annoncé le départ du général CQ. Brown, Jr, alors chef d'état-major de l'armée américaine [Chairman of the Joint Chiefs of Staff]. Par le réseau social Truth, M. Trump a remercié le général Brown pour ses 40 années de service. Le général Dan Caine, anciennement de l'US Air Force, devrait être appelé à le remplacer.



Si cette nomination est confirmée par le sénat (dans lequel les républicains possèdent une majorité de 53 sénateurs sur 100 au total), cela serait le premier militaire américain rappelé de sa retraite à obtenir le poste de chef d'état-major. Avant même son arrivée au Pentagone, le ministre de la défense Pete Hegseth avait annoncé sa volonté de lutter contre tout haut responsable militaire "associé à quelque politique woke [...], pro-diversité, égalité et inclusion, que ce soit".

Cette nouvelle "purge" a également concerné l'amiral Lisa Franchetti, première femme à diriger l'US Navy, et le numéro 2 de l'US Air Force, James Slife. Tous les trois avaient été désignés par l'ancien président Joe Biden, leur remplacement semble s'inscrire dans la continuité d'une administration Trump où la loyauté personnelle prendrait la main sur la logique hiérarchique. L'introduction de Pete Hegseth comme ministre de la défense avait ainsi soulevé les inquiétudes jusque dans les rangs républicains, le vote du vice-président J.D. Vance ayant été requis afin de trancher une égalité des voix au sénat. L'ancien présentateur de fox news est notamment critiqué pour son manque d'expérience. Il est cependant l'un des principaux interlocuteurs des nations européennes au sein de l'OTAN, et a affirmé le 12 février 2025 que l'Ukraine ne pourrait retrouver ses frontières ex-ante, tout en rejetant qu'une mission de maintien puisse être organisée dans le cadre de l'OTAN.

La nouvelle administration américaine a démontré, depuis l'investiture du président Donald Trump, envisager les impératifs économiques, commerciaux et militaires sous le prisme du bras de fer politique, cette décision de renvoyer le chef d'état-major de l'armée américaine pourrait s'analyser dans cette continuité.

Par Bastien POULIQUEN

Sources:

- *Le Grand Continent* : "Sur l'OTAN et l'Ukraine les nouvelles lignes rouges américaines : le discours intégral de Pete Hegseth à Bruxelles", 12/02/2025 ;
- *Le Monde* : "Pete Hegseth confirmé de justesse par le Sénat à la tête du Pentagone, malgré les controverses", 25/02/2025 ;
- *The Washington Post* : "Top Pentagon officers fired on sweeping overhaul", 22/02/2025 ;
- *Il Corriere della Sera* : "Purghe" alla difesa via il super generale e l'italoamericana a guida della marina", 23/02/2025.





2.2. La CPAC a rassemblé des personnalités d'extrême droite du monde entier

Du 19 au 22 février 2025 dans le Maryland a eu lieu la CPAC (Conservative Political Action Conference), un rassemblement du parti conservateur Américain.

La conférence s'est ouverte sur une intervention d'Elon Musk, figure emblématique du mouvement Trumpiste MAGA (Make America Great Again) puis sur l'intervention du vice-président J.D. Vance.



Cet évènement dépasse aujourd'hui largement les frontières nationales des Etats-Unis et tend à constituer une "toile transatlantique" des personnalités politiques de l'extrême droite et du cercle populiste dans le but de coordonner et de réfléchir aux actions des droites identitaires du monde. Ainsi, de nombreux représentants des droites nationales-populistes européennes ont fait une apparition lors de la conférence.

De ce fait, de nombreux hauts représentants européens étaient présents durant ces 3 jours. Se sont alors succédés la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni ainsi que les premiers ministres slovaque et macédonien, Robert Fico et Hristijan Mickoski. Viktor Orban était absent, mais son camp largement représenté. Les Britanniques Nigel Farage et Liz Truss ont eux aussi fait une apparition. D'autres leaders, en particulier du monde sud-américain se sont fait remarquer comme le président argentin Javier Milei ainsi que Eduardo Bolsonaro, le fils de Jair Bolsonaro, ex-président du Brésil.

Le rassemblement a fait parler pour certaines interventions, notamment le cadeau de Javier Milei à Elon Musk, une tronçonneuse de la bureaucratie qui symbolise le dégraissage en cours de l'Administration fédérale américaine. Toutefois, le discours le plus marquant et qui a soulevé les critiques au sein même des participants est l'allocution de Steve Bannon qu'il a conclu par ce qui ressemble à un salut nazi tout en scandant le slogan de campagne de Donald Trump "Fight, fight, fight". Ce geste a poussé Jordan Bardella, chef du parti d'extrême droite français Rassemblement National, à annuler le discours qu'il devait prononcer.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

- *Le Monde* : "Les nationalistes européens en pèlerinage à Washington, à la source du trumpisme", 23/02/2025 ;
- *BBC* : "Trump tous 'progress' after one month as president at major conservative conference", 22/02/2025 ;
- *Courrier International* : "La grand-messe des conservateurs transformée en "Nations unies de l'extrême droite"", 24/02/2025.





3.1. Un nouveau partenariat entre les îles Cook et la Chine déplaît à la Nouvelle Zélande

Samedi 16 février 2025, le Premier ministre des îles Cook, Mark Brown, a annoncé la signature d'un "partenariat stratégique" avec la Chine.

En effet, il s'est rendu durant 5 jours en Chine afin d'y rencontrer le premier ministre Li Qiang à Harbin, dans le Heilongjiang, une province située dans le nord du pays.



Ce partenariat entre les îles Cook et la Chine se concentre notamment sur le commerce, l'investissement, l'océanographie, les infrastructures et les transports. Toutefois, le contenu devrait se préciser dans le futur. La Chine continue ainsi à étendre son influence diplomatique, économique et militaire dans l'océan Pacifique, zone cruciale pour ses ressources minières et les ouvertures qu'elle offre au commerce international. Ainsi, ce partenariat avec les îles Cook vient compléter une série d'accords notamment avec les îles Salomon et Kiribati. L'archipel a ainsi autorisé trois entreprises à explorer les fonds marins pour trouver des minerais tels que le cobalt et le nickel, mais a assuré vouloir attendre une évaluation environnementale avant d'approuver toute extraction. La Nouvelle-Zélande a quant à elle déclaré envisager de retirer son soutien à une interdiction internationale de l'exploitation minière des fonds marins, y voyant une manne financière.

Les îles Cook cherchent ainsi à étendre et ouvrir les possibilités de partenariat avec d'autres pays et ainsi s'extraire de l'influence néo-zélandaise. En effet, l'archipel a un accord de "libre-association" avec la Nouvelle-Zélande depuis 1965, qui lui apporte un soutien budgétaire et une assistance en matière d'affaires étrangères et de défense. Ainsi, les habitants possèdent le passeport, la sécurité sociale et le système éducatif néo-zélandais tout en gardant une certaine autonomie. Néanmoins, en décembre 2024, les îles Cook avaient fait émerger l'idée d'un passeport propre aux habitants de l'îles, projet rejeté par la Nouvelle-Zélande, témoignant ainsi de la difficulté rencontrée par la petite archipel dans sa prise d'indépendance.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

- France Info : "Les îles Cook, petit archipel du Pacifique, ont signé un "partenariat stratégique" avec la Chine", 16/02/2025 ;
- RFI : "Face aux critiques néo-zélandaises, les îles Cook défendent leur partenariat avec la Chine", 18/02/2025 ;
- RFI : "Aux îles Cook, un accord avec la Chine déclenche la colère de la Nouvelle-Zélande", 21/02/2025.





3.2. Porte avions : La Chine viserait la parité avec les Etats-Unis d'ici 2049

Les craintes grandissent aux États-Unis concernant les capacités de la marine chinoise, lancée dans une production effrénée de bâtiments de guerre (un croiseur, trois destroyers, trois frégates et deux sous-marins en 2024), à une cadence dépassant largement celle des chantiers navals américains (qui ont produit deux destroyers et une frégate la même année).

La Chine semble ainsi déterminée à rattraper son rival, et ce également dans le domaine très stratégique des porte-avions.



Le président Xi Jinping a affirmé sa volonté de disposer d'au moins douze bâtiments de ce type avant 2049, pour le centenaire de la fondation de la République Populaire de Chine, atteignant ainsi la parité avec les États-Unis.

La construction de ces derniers pourrait en effet rapidement accélérer, avec la mise en service d'un second chantier naval dédié à leur production. A celui de Dalian, devrait donc s'ajouter celui de Jiangnan, le premier pour les porte-avions à propulsion conventionnelle, le second pour ceux à propulsion nucléaire. Ce développement des capacités de construction paraît en adéquation avec les déclarations de Xi Jinping, qui impliqueraient cinq nouveaux porte-avions par décennie, dès 2025.

Cette évolution devrait d'autant plus inquiéter les États-Unis que, même à parité numérique, la marine chinoise tirerait parti de la concentration de ses forces en mer de Chine et dans le Pacifique, alors que celles de l'US Navy sont largement plus dispersées. La marine de l'APL (Armée populaire de libération) n'est dotée de porte-avions que depuis 2013, date de la mise en service du Liaoning, construit sur la base d'une coque de classe Kuznetsov rachetée à l'Ukraine. Aujourd'hui, la Chine possède deux porte-avions en service actif (CV-16 Liaoning et CV-17 Shandong), un troisième étant en phase d'essai (CV-18 Fujian, à catapultes électromagnétiques) et un quatrième en construction.

Par Melwan ELAKAD

Sources:

- Meta Defense : "La Marine chinoise s'engage-t-elle dans une production intensive de porte-avions ?", 20/01/2025 ;
- Ouest France : "La construction mondiale de navires militaires, un match entre les États-Unis et la Chine", 02/02/2025.





4.1. Ukraine : Le revirement américain fracture le bloc occidental

Lors de sa campagne présidentielle, Donald Trump promettait de régler le conflit ukrainien en “24 heures”. Pourtant, la complexité des négociations et les divergences entre les soutiens de l’Ukraine traduisent le sujet complexe.

Les Etats-Unis, principaux contributeurs avec 64 milliards de dollars d’aide militaire et 50 milliards pour la reconstruction, ont changé de stratégie sous l’administration Trump II.



Lors de la Conférence de Munich du 14 février, le Vice-Président James David Vance a surpris ses alliés en désignant l’abandon des valeurs démocratiques comme la plus grande menace, plutôt que la Chine ou la Russie. Le lendemain, Keith Kellogg, envoyé spécial américain, a affirmé que l’Europe ne serait pas impliquée dans les négociations, malgré ses 70 milliards de dollars d’aides militaires et 62 milliards d’aides financières.

L’offensive diplomatique américaine s’est poursuivie avec la reprise des relations entre Moscou et Washington à Riyad le 18 février. En parallèle, Emmanuel Macron a convoqué plusieurs dirigeants européens pour afficher une unité face aux Etats-Unis et à la Russie. Cependant, le sommet informel du 17 février à l’Elysée, regroupant l’Allemagne, l’Espagne, la France, l’Italie, les Pays-Bas, la Pologne ainsi que l’OTAN et l’UE n’a pas permis de trouver un consensus, notamment sur l’envoi de troupes après un éventuel cessez-le-feu.

Enfin, divisé, le camp occidental qui paraît en nombre face à un ennemi isolé, n’arrive pas à trouver un consensus à propos d’une issue ou même à savoir qui doit être autour de la table des négociations. A l’issue de la Guerre Froide, la comparaison entre le triomphe de l’Occident et celui de l’empire romain était convenable. Aujourd’hui, les Occidentaux sont toujours des Romains mais piégés dans la bataille de Cannes : le fait d’être si nombreux, autrefois un atout, affaiblit le camp occidental sans que la Russie, isolée, n’ait à demander des concessions.

Par Sami Sudici BELHADJ-SALAH

Sources:

- *L’express* : “Conférence de Munich, ce qu’il faut en retenir : la leçon de J.D. Vance, l’appel à une armée européenne...”, 16/02/2025 ;
- *Le monde* : “Lâchés par Trump, les Européens cherchent la parade face à Poutine”, 17/02/2025 ;
- *Munich Security Conference* : “Chapter 5 – Russia: The Czar’s Gambit” ;
- *Toute l’Europe* : “Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron convie de nouveaux partenaires à l’Elysée pour un deuxième ‘mini-sommet’”, 19/02/2025 ;
- *Le monde* : “Guerre en Ukraine : marginalisés par Trump et Poutine, les Européens divisés sur l’envoi de troupes à l’issue du minisommet de l’Elysée”, 18/02/2025.





4.2. L'opération Steadfast Dart 2025 : l'exercice réussi de l'OTAN

Du 10 au 21 février 2025, l'OTAN a mené l'exercice Steadfast Dart 2025, le plus grand entraînement militaire de l'Alliance de l'année, visant à tester l'efficacité de la Force de Réaction Alliée (ARF).

Cet exercice a impliqué près de 10 000 soldats, provenant de neuf pays alliés, déployés en Roumanie, Bulgarie et Grèce.



L'objectif de cet exercice était de tester la rapidité du déploiement de l'ARF, conçue pour intervenir dans les 10 jours suivant une menace. Les forces ont dû répondre à une simulation d'invasion, impliquant des tirs réels et des exercices de guerre de tranchées. Ce déploiement a également souligné l'importance de la coopération entre les alliés pour assurer une défense commune efficace.

Le Royaume-Uni a joué un rôle central en dirigeant l'opération et en envoyant 2 600 militaires ainsi que 730 véhicules. L'Espagne a également contribué de manière significative avec près de 3 000 soldats. Parallèlement, la Grèce a joué un rôle clé dans les tests logistiques, en particulier en mettant à disposition son port d'Alexandroupolis. Ce port stratégique a facilité le déploiement rapide des troupes et du matériel vers les zones d'opération, montrant l'importance des infrastructures logistiques dans la gestion des crises. En plus des opérations terrestres, l'exercice a inclus des déploiements aériens et maritimes, testant l'interopérabilité entre les différents types de forces militaires et la capacité logistique à soutenir de telles opérations.

Les résultats de l'exercice ont été largement positifs, mettant en évidence une forte réactivité des troupes et une coordination efficace entre les différents pays participants. Les tests ont également validé l'intégration des nouvelles technologies, tels que la cyberdéfense et les systèmes de communication avancés. Le déploiement rapide des troupes et le bon déroulement des exercices logistiques ont montré que l'OTAN était prête à répondre à une menace sur son flanc oriental.

Par Lucie SCARNIERE

Sources:

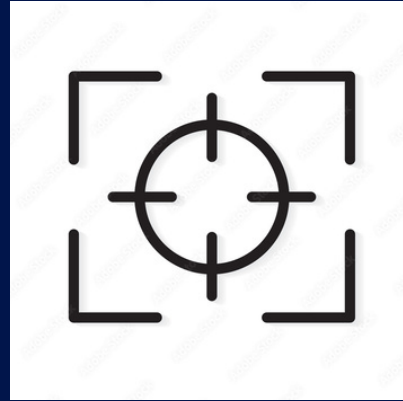
- *Euronews* : "Les manœuvres militaires importantes de l'OTAN sur fond d'inquiétudes sur l'engagement faiblissant des États-Unis", 22/02/2025 ;
- *Ministère des Armées* : "La Marine participe à l'exercice multinational STEADFAST DART 25", 19/02/2025 ;
- *Defense Magazine* : "NATO's largest exercise of the year, Steadfast Dart 25, begins – the first under the leadership of the new ARF", 13/01/2025.





5.1. Déstabilisation de l'industrie de défense : le contre-espionnage militaire avertit

L'industrie de défense française, déjà fragilisée par les tensions géopolitiques actuelles, fait face à une multiplication des menaces visant à la déstabiliser. Le contre-espionnage militaire (DRSD - Direction du renseignement et de la sécurité de la défense) a récemment averti sur l'évolution des stratégies d'ingérence étrangère, notamment dans le cadre du soutien français à l'Ukraine. Trois grandes formes de menaces sont mises en avant : les attaques physiques (cinétiques), les cyberattaques, et les ingérences informationnelles.



D'abord, les intrusions physiques dans des entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) se sont intensifiées. Ces actes - incluant cambriolages et tentatives d'approche - semblent liés à des acteurs étrangers. Sébastien Lecornu, ministre des Armées, souligne leur but précis : l'obtention d'informations sensibles. Ensuite, les cyberattaques représentent une autre menace croissante : en visant particulièrement les PME et TPE de la BITD - moins préparées - des acteurs malveillants cherchant à pénétrer les systèmes de défense. Enfin, la DRSD a également mis en lumière l'utilisation croissante de l'ingérence informationnelle. Des campagnes utilisent les médias, la publicité, et les réseaux sociaux pour diffuser des récits hostiles à la BITD française (notamment celle impliquée dans le soutien à l'Ukraine). Des « écosystèmes de désinformation » sont déployés - alimentés par des articles à charge amplifiés par influenceurs et médias (notamment russes) tels que Sputnik Afrique et Pravda - visant à miner la réputation des entreprises.

Cependant, ce n'est pas tout. Un phénomène complémentaire a également été observé : la manipulation par des syndicats. La DRSD mentionne l'existence de tracts syndicaux distribuant des messages anticapitalistes et anti-guerre, visant à mobiliser les employés contre leurs employeurs. Ces actions peuvent perturber la production, inciter à des grèves ou nuire à la réputation des entreprises, tout en profitant aux compétiteurs stratégiques. À noter que des actes de sabotage cinétique - jets de cocktails Molotov ou survols de drones - viennent accentuer cette menace de déstabilisation.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- Opex 360 : "Le contre-espionnage militaire s'interroge sur le rôle de certains syndicats dans la déstabilisation de l'industrie de défense", 23/02/2025 ;



